

UrbanismeModifP.L.Udispenseétude	28102025057	2025
----------------------------------	-------------	------

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS  
DU CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE DE SAINT-PIERRE D'ALBIGNY

Date de convocation <b>22 octobre 2025</b>	L'an 2025,  Le 28 octobre – 20h00
Nombre de conseillers :	Le conseil de Saint-Pierre d'Albigny légalement convoqué, s'est réuni en mairie de Saint-Pierre d'Albigny, sous la présidence de Monsieur Michel BOUVIER - Maire
En exercice : 27	<b>Présents :</b> Monsieur Michel BOUVIER- Maire, Madame Virginie REYNAUD, Monsieur Rémy SAINT-GERMAIN, Madame Sandrine ARANDEL, Monsieur Frédéric PACCALET, Monsieur Lionel GOUVERNEUR, Monsieur Éric CHALANT, Monsieur Julien QUANTIN, Monsieur Grégory TISSEUR, Monsieur Fabrice AUSSONNE, Madame Sonia BERTONCELLI, Madame Geneviève BOUTIN, Monsieur Jérémy CHRISTIN, Madame Valérie COSTABLOZ, Madame Anne DIEUMEGARD, Madame Cécilia GOMES ALVES, Madame Nadine HOARAU, Madame Marie-Corinne LAUDES, Madame Myriam MIGLIORINI, Madame Martine POMA , Monsieur Nicolas VAN STRAATEN.
Présents : 21	<b>Excusés et représentés par pouvoir :</b>
Votants : 25	Madame Laëtitia NOËL pouvoir donné à Monsieur Michel BOUVIER
<b>Objet :</b>	Madame Odile ILTIS pouvoir donné à Madame Sonia BERTONCELLI
<b>Urbanisme :</b>	Monsieur Jean-Michel PERRIER pouvoir donné à Monsieur Grégory TISSEUR
Modification du P.L.U - Dispense d'étude environnementale	Monsieur Steeve RENAUDIER pouvoir donné à Madame Virginie REYNAUD
	<b>Excusée :</b>
	<b>Absents :</b> Monsieur Bertrand DELACHENAL, Monsieur Pierre MARECHAL
	<b>Arrivée tardive :</b>
	Conformément à l'article L. 2121.15 du Code général des collectivités territoriales, Madame Martine POMA est nommée secrétaire de séance, et ceci à l'unanimité des membres présents.

Rapporteur : Monsieur Michel BOUVIER - MAIRE.

Monsieur le maire rappelle au conseil municipal les objectifs de la modification du PLU :

- Il s'agit de mieux prendre en compte dans le Plan Local d'Urbanisme :
  - les paysages (notamment la préservation du bâti ancien, la préservation de l'alternance entre espaces ouverts et hameaux, qui compose le paysage de coteau).
  - l'environnemental au sens large (l'environnement naturel, la production d'énergies renouvelables, ou la gestion de la cohabitation entre viticulture et habitat par exemple),
- Il s'agit aussi de modifier à la marge les règlements sous divers aspects (stationnement automobile, gestion de la densité de l'urbanisation, modification, suppression/remplacement d'emplacements réservés, modifications locales des règlements graphiques, d'Orientations d'aménagement et de Programmation établies pour des zones A Urbaniser (1AU au PLU en vigueur) pour une meilleure adéquation

entre objectifs du Projet d'Aménagement de Développement Durables et règlement, mais aussi pour rendre plus claire et plus efficace l'application de certaines règles, les mettre à jour au regard de l'évolution du code de l'urbanisme.

Au titre des articles R.104-33 et suivants du code de l'urbanisme, la commune a saisi l'autorité environnementale le 19 août 2025 pour avis conforme sur l'opportunité de procéder ou pas à une éventuelle évaluation environnementale du projet. A l'appui de cette demande, un dossier détaillant l'objet de la procédure a été fourni.

A l'issue de cette saisine, l'autorité environnementale a rendu un avis conforme n° 2025-ARA-AC-4062 le 17 octobre 2025 et établi que la modification du PLU n'est pas soumise à évaluation environnementale.

Une fois l'avis rendu, il appartient à la commune de prendre une décision (article R104-33 CU) de réaliser ou de ne pas réaliser une évaluation environnementale conformément à la réponse formulée par l'Autorité Environnementale.

Cette décision est prise par délibération (article R104-36 CU) et motivée (article R104-37 CU), notamment en reprenant l'exposé initial et les éléments issus de l'avis de l'Autorité Environnementale.


Le Conseil municipal est donc invité à délibérer pour dispenser d'évaluation environnementale la procédure de modification du PLU conformément à l'avis de MRAe.

**Considérant** l'avis conforme de l'Autorité environnementale, qui indique notamment que le projet n'est pas susceptible d'entraîner des impacts notables sur l'environnement et sur la santé humaine au sens de l'annexe II de la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement ;  
**Considérant** qu'il n'est pas nécessaire d'engager une évaluation environnementale sur la modification du PLU.

➤ Après en avoir délibéré, à l'**UNANIMITE**, le Conseil municipal décide :

**DE PRENDRE ACTE** de la décision de la Mission Régionale d'Autorité Environnementale de la Région Auvergne-Rhône-Alpes de dispenser le projet de modification du PLU d'évaluation environnementale.  
**DE DECIDER** de ne pas procéder à l'évaluation environnementale de la modification du PLU.  
**DE PRECISER** que la présente délibération fera l'objet des mesures de publication conformément à l'article R143-15 du Code de l'urbanisme.

VOTANTS : 25	ABSTENTION : 0	CONTRE : 0	POUR : 25
--------------	----------------	------------	-----------

Secrétaire  
Martine POMA  


Le Maire  
Michel BOUVIER  
